

téger par des grands gardes de cavalerie les réquisitions qu'ils firent sur la route.

La ville de Ham fut en émoi toute la journée; le soir venu on craignit une expédition de nuit, et les mobiles furent placés dans les trois rues qui conduisent aux entrées de Ham. Chaque habitant dut nourrir les soldats qu'on lui amena.

Vers minuit, branle-bas général: on croit que l'ennemi approche, on apprend bien vite que la troupe de Ham, mobiles, volontaires, artillerie et mobilisés, ont reçu l'ordre d'évacuer Ham, et comme jamais occasion ne fut plus propice aux cancaus, l'un savait ceci, l'autre savait cela, on attendait pour la nuit 15,000 Prussiens qui étaient à un quart d'heure de la ville. Personne ne se coucha. Il n'y eut rien de nouveau dans la nuit.

Lundi, vers dix heures du matin, on signala par la route de Noyon un gros de uhlans; informés probablement du départ de la troupe, ils entrent en ville en riant, la parcourant en tous sens; ils demandent ensuite à toutes les maisons qui leur paraissent vastes, s'il n'y a pas d'écurie, visitent les lieux si on leur répond affirmativement, et écrivent sur la porte le nombre de chevaux qu'ils imposent à chaque maison, puis, faisant la récapitulation de chevaux par rue, ils inscrivent au coin de la rue le nombre ainsi obtenu.

Une heure après, l'infanterie apparaît avec les gros de la cavalerie; ils entrent par la rue de Noyon et se dirigent immédiatement vers le Château et en prennent possession. Le général qui était à leur tête avait demandé à la gare la commission municipale.

Le général, qui parle parfaitement français et a toute l'apparence d'un homme de meilleur monde, accueille la commission avec une certaine affabilité, tout en demandant à la ville 40,000 francs et en lui faisant le reproche d'avoir tué la veille un de ses lanciers. La commission discute; bref, le général dit prendre sur lui de réduire la somme de 20,000 francs, informe ensuite la commission que la ville aura une garnison prussienne.

Les Prussiens n'ont pas perdu de temps; presque aussitôt arrivés, ils envoyaient réquisitionner dans des villages voisins: Matigny, Croix, Athies ont reçu leur visite. Ils ont annoncé pour aujourd'hui un passage de 7,000 hommes, puis d'autres; on croit que c'est l'armée annoncée de Metz (ceux qui sont à Ham viennent en effet de cette ville).

Le commandant de place disait: « Sous peu de jours, bases de paix certaines. Nous verrons cette guerre terminée avec plaisir, car la France et l'Allemagne, au lieu de s'en déchirer, devraient loyalement se donner la main, elles seraient les maîtres du monde par leur intelligence et leur industrie.

Nous voudrions croire à la sincérité de ces paroles.

Le général qui est venu à Ham et qui en est reparti quelques instants après, est le général Von der Gruen; il a promis le respect absolu des personnes et des propriétés.

On lit dans le Journal d'Amiens:

Nous recevons ce soir samedi une bonne nouvelle; l'ennemi, après son échec de Demuin, a tenté d'autres attaques sur Boves et sur Gentelles; il a été repoussé. Ces succès partiels sont d'un heureux augure pour la défense générale de notre contrée.

Voici le texte de la dépêche annonçant l'heureuse issue des combats engagés.

« Amiens, 26 novembre.

» Aujourd'hui samedi, combats heureux à Boves et Gentelles. Trois Prussiens hors de combat pour un Français. Ennemi repoussé et poursuivi à la baïonnette.

» Le préfet de la Somme,

» J. LARDIERE.

Nous lisons dans le Guetteur du 25: La contrée a été depuis quelques jours explorée par des uhlans. On en a vu à Etreilles, Attilly, Marteville et Vermand.

La recherche des francs-tireurs paraît être leur principale occupation.

Pendant toute la journée d'hier on entend le canon gronder dans la direction de La Fère.

Ce matin une longue et vive canonnade s'est encore fait entendre de ce côté.

Le bruit court à Saint-Quentin que dans une sortie faite hier matin par une partie des mobiles qui se trouvent dans La Fère, 150 hommes d'un détachement prussien placé dans un des villages environnants la place, auraient été tués ou mis hors de combat.

Correspondance de l'Indépendance belge du 28 novembre:

Tours, 23 novembre.

Pour cette fois j'ai plus peur encore qu'hier en grand peur que ma lettre ne vous parvienne pas. Nous n'avons pas reçu ici l'Indépendance, nous avons de fortes raisons de croire que les communications sont coupées. N'importe! je veux faire consciencieusement mon métier de correspondant; nous avons d'ailleurs quelque raison d'espérer, si ce qu'on nous a promis est vrai, qu'un service de paquebots suppléera le chemin de fer.

M. Gambetta, après diverses hésitations, est enfin parti pour le camp de Conlie. Il y va, dit-on, la bas, mettre d'accord MM. Cathelineau et de Kératy, qui ne s'entendent pas mieux que ne s'entendaient dans l'Est MM. Gambriels et Keller avec Garibaldi. Grosso modo, voici l'objet du conflit: Bien des jeunes gens, qui eussent été de par la loi gardes mobiles ou soldats, se sont engagés dans le corps de Cathelineau par choix; M. de Kératy, qui les comptait dans ses contingents, se serait plaint de la mutation; un décret du gouvernement les lui a renvoyés; mais ils tiennent parait-il, à leur chef choisi; de là, tiraillements.

On n'est pas content ici des généraux de

l'Ouest, et il se pourrait aussi que M. Gambetta eût été voir par lui-même jusqu'à quel point MM. Fiéreck, Malherbe et Marty qu'on accuse fort, sont coupables de nos revers.

Le général Bourbaki est ici de passage; se rendant à son nouveau poste: le commandement du 18<sup>e</sup> corps.

Les nouvelles de Paris décidément sont bonnes; les dépêches reçues confirment de plus en plus les dispositions rassurantes de la place; mais nous n'avons toujours pas les lettres particulières; la raison n'en est pourtant pas, comme le veulent les alarmistes, que le gouvernement les a confiées: la raison en est que sur le point d'être saisies par les Prussiens, le long du parcours, on n'a eu que le temps de leur faire prendre une autre direction, ou de les cacher. Du reste, un nouveau ballon a été signalé, demain, sans doute, nous verrons les aéronautes, après-demain nous aurons des lettres.

Hier, combat entre Nogent-le-Rotrou et Dreux. Cette fois encore, nous n'aurions pas été heureux. Les uns accusent les généraux, comme je vous le dis plus haut; les autres accusent les soldats. On prétend que, tandis que certains bataillons de mobiles se conduisent héroïquement, d'autres se débattent mais que ne dit-on pas? Que des douzaines de mobiles sont passés par les armes et que certains généraux seront envoyés devant des cours martiales. Pas sûr, tout cela.

Aleçon n'est pas défendu. Evreux, en revanche, se serait assez bien montré.

Bien que les armées prussiennes menacent le Mans, il n'est point question de quitter Tours. Je crois, en effet, maintenant que nous y resterons jusqu'à la fin... quelle que soit cette fin.

Les Prussiens, faisant un mouvement tournant vers la Normandie, vont se reliaer par Rouen. Ils formeront ainsi autour de Paris comme un double cercle de côté de l'Ouest et sépareront à peu près la France en deux zones: nord et sud. Je ne sais si je vous ai dit que les plans trouvés dans les correspondances prussiennes saisies à Auxerre n'allaient point ou-delà d'un certain rayon et faisaient supposer que les armées du roi Guillaume, ne comptaient point dépasser la ligne de la Loire.

On disait aujourd'hui — je vous donne le renseignement sous toutes réserves, et pour ne vous laisser ignorer aucun de bruits plus ou moins erronés qu'on met en circulation, — on disait donc que M. Glais-Bizoin avait remis en avant l'idée de faire des élections. On sait que c'était, avant l'arrivée de M. Gambetta ici, le plan du gouvernement de Tours.

M. Glais-Bizoin qui, faute d'avoir joué un rôle jusqu'à présent, prendrait tout-à-coup celui du Deus ex-machina, aurait demandé un sauf-conduit à l'état-major prussien, afin d'aller remonter à Paris, au gouvernement de la défense nationale, que la position devenant difficile et la responsabilité lourde, il convenait d'en appeler au pays et de remettre à la France le gouvernement de ses destinées.

Le sauf-conduit sera-t-il accordé? M. Glais-Bizoin arrivera-t-il à Paris? Fera-t-il entendre son avis à ses collègues? On dit qu'il lui aurait été décerné M. Gambetta. Des élections seront-elles faisables? Là-dessus je vous ai dit mon avis dès longtemps. Il n'y a de possible qu'une assemblée de notables prise dans les conseils généraux et tirée au sort. Mais quelle autorité aurait une pareille assemblée?

Et puis, qu'y a-t-il de vrai dans ces racontars que je ne mentionne que pour remplir complètement ma tâche de reporter consciencieux!

On lit dans l'Indépendance:

Sous ce titre: « oui ou non », le Combat du 24 adresse au gouvernement une série de questions qui font connaître les rumeurs en circulation à Paris dans certain milieu.

Voici les plus curieuses: 1) Gambetta, Crémieux, Glais-Bizoin, Daru, Laurier, de Talhouët, Emile de Girardin et consorts (ex-magistrats, ou députés ou sénateurs de l'empire), se sont-ils constitués, à Tours, en assemblée française provisoire, sous la présidence de M. Thiers.

Oui ou non, l'armistice est-il en cours de conclusion entre MM. Thiers, de Bismark et Lyons agissant au nom du gouvernement français de Tours, au nom de la Prusse et au nom de l'Europe coalisée dans un but pacifiquement monarchique?

L'armistice conclu, en dehors du gouvernement (bien qu'à l'avance ce dernier ait déjà donné des ordres de ravitaillement en conséquence de sa conclusion prévue), fera-t-on voter son adoption par la garde nationale sédentaire et la garde nationale mobile, c'est-à-dire par les seuls électeurs enregistrés de Paris?

Les 400,000 Français, prisonniers de la Prusse, en suite des trahisons de Metz et de Sedan seront-ils, oui ou non, après la quatrième clause du traité de paix en préparation, mis à la disposition de l'assemblée provisoire qu'a réunie et préside, à Tours, M. Thiers?

Le Gaulois de Paris vient de paraître à Bruxelles. Son premier numéro nous est apporté par un de nos amis; il a à peu près son ancien aspect et M. Edmond Tarbé en est toujours le directeur politique.

Si on nous demande pourquoi ce changement de séjour et quels motifs ont porté le Gaulois à s'expatrier, il nous le dit lui-même et ne pouvant, à notre grand regret, le citer textuellement, nous allons indiquer les causes de ce changement de domicile... politique.

Dans un article intitulé: Gambetta tyran de Tours, M. Ed. Tarbé dit qu'en présence de la tenacité avec laquelle les héros bourgeois de Paris (il souligne héroïques) attendent les secours de la province et de l'ignorance où ils sont de ce qui se passe ailleurs que dans leurs murailles, il a pensé qu'il pourrait être plus utile à son pays en disant

la vérité au dehors qu'en montant la garde sur les remparts de Paris. Voilà pourquoi il a pris un train... de ballon. Il a d'abord, mais vainement cherché à s'établir dans une de nos grandes villes. Pourquoi? Parce que la liberté de discussion et de critique si largement comprise à Paris par MM. Jules Favre et Trochu, est trop difficilement supportée en province par M. Gambetta. Voilà pourquoi M. Tarbé a choisi son asile à Bruxelles.

Cela semble nous indiquer que son journal n'est pas destiné à entrer souvent en France. Le reste de l'article est un éloge pompeux du gouvernement de Paris et une violente critique de celui de Tours, auquel il reproche surtout son illibéralisme et la nuée de places qui encombre tous les jours la partie officielle du Ministère.

Le reste du numéro ne manque pas d'intérêt, mais il n'y a rien de saillant. Ce qu'il n'y a pas dans le Gaulois de Bruxelles, c'est un peu de ce que je ne sais quoi dont était semé le Gaulois de Paris; mais il faut lui donner le temps de se remettre et avec un homme comme M. Edmond Tarbé il redeviendra bientôt lui-même.

(Memorial.)

## Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Tours, mercredi 24 novembre.

On a été fort surpris à Tours de l'arrivée du général Bourbaki que l'on croyait occupé à organiser l'armée du Nord. Beaucoup de bruits ont couru à ce sujet et l'on parlait même de difficultés auxquelles se serait heurté le général. Mais il paraît que le gouvernement a décidé la suppression des grands commandements, et c'est à la suite de cette décision que le général Bourbaki vient d'être nommé commandant en chef du 18<sup>e</sup> corps d'armée. Le général Fiéreck quitte également son commandement à l'armée du Mans.

Depuis deux jours on a fait courir ici des bruits alarmants qui ont été heureusement démentis; cependant les docteurs Tantpis ne se sont pas tenus pour batus et donnent sur la position et la force des corps commandés par le prince Frédéric-Charles et le général Manteuffel des renseignements fantaisistes. Nous ne les réfuterons même pas, car nous croyons que la dernière partie va se jouer dans quelques jours et il nous semble périlleux de dissorler sur des mouvements de troupes soit françaises, soit prussiennes, quand nous manquons des premiers éléments pour discuter raisonnablement.

On assure aujourd'hui que M. Gambetta est allé au Mans.

Nous avons aujourd'hui un certain nombre de dépêches concernant des engagements sur beaucoup de points du territoire, nous avons aussi quelques nouvelles de Paris, bien restreintes d'ailleurs.

Nous apprenons que la nouvelle de la reprise d'Orléans par les Français a été accueillie avec enthousiasme dans la capitale; elle y a été l'occasion d'une amnistie en faveur des conspirateurs du 31 octobre, et les Parisiens poussent avec une merveilleuse activité les travaux de défense et d'attaque.

Les journaux étrangers nous rapportent qu'on s'étonne dans l'état-major prussien de l'apparente inaction de la garnison; on est surpris qu'elle ne fasse pas de sortie, et l'on n'est pas sans inquiéter de l'hypothèse de quelque grand coup que pourrait préparer le général Trochu.

Quant aux dispositions politiques de la capitale nous manquons de renseignements pour les juger sûrement. L'amnistie qui vient être décrétée ne nous apparaît pas très-clairement comme la preuve d'une réconciliation définitive de tous les partis et de leur union dans cette pensée que Paris doit périr plutôt que de se rendre. Il y a quelques jours, le langage de certains journaux, qui nous sont parvenus par ricochet, était tel que nous devions le supposer chez une notable partie de la population parisienne — un ardent désir de voir la paix se conclure. La victoire de l'armée de la Loire a-t-elle modifié ces dispositions? c'est ce que nous n'oserions pas affirmer pour tous ceux qui étaient partisans de l'armistice.

À Paris, comme dans le reste de la France, on est fort divisé sur la question de la convocation immédiate d'une constituante. Mais, encore une fois, nous ne pouvons juger de ce qui se passe à Paris, à une telle distance et sur les données restreintes que nous avons.

Nous éprouvons en ce moment les angoisses patriotiques qui saisirent tous les esprits dans les derniers jours du mois d'août quand on sut que l'armée de Mac-Mahon venait de quitter le camp de Châlons. Nous n'avions pas alors subi les cruelles déceptions qui devaient bientôt nous frapper; il y eut une heure d'espérance de confiance; on ne raisonnait pas, le chauvinisme aveuglait une partie de la nation. Aujourd'hui nous ne voyons pas le même enthousiasme bruyant; mais nous pouvons constater la ferme résolution de ceux qui, à

tous les degrés de la hiérarchie, luttent contre les envahisseurs. L'ardeur est moins bruyante et plus solide.

Cinq heures.

Le Journal d'Indre et Loire contient ce soir une nouvelle que, si elle est parfaitement exacte, peut avoir d'ici à quelques jours les plus graves conséquences. La femme de l'ambassadeur anglais à Berlin, Lady Loftur, visitant des blessés français en compagnie d'une amie et de M. Cochrane, fut insultée par un officier prussien qui, trouvant mauvais que divers objets fussent offerts aux prisonniers, s'emporta jusqu'à frapper M. Cochrane et à menacer par geste l'amie de l'ambassadeur.

Si le fait est vrai, nous sommes désireux de savoir comment il sera accueilli en Angleterre. Nous ne pouvons pas qu'il ait les mêmes conséquences immédiates que ce coup d'éventail du Dey d'Alger, mais il pourrait bien amener des explications orageuses entre la Prusse et l'Angleterre.

Il y a ici, à Tours une colonie anglaise très-active, bien sympathique à la France hier on remarquait chez plusieurs anglais ordinairement bien renseignés, un air de contentement inaccoutumé. On me dit qu'un d'eux a reçu ce matin une lettre de Jersey dans laquelle on lui signale le bruit que la garnison de l'île a reçu l'ordre de se tenir prête à passer en France: et ce bruit y aurait été accueilli par une satisfaction générale. La plupart des anglais que nous voyons ici désirent ardemment que leur gouvernement intervienne et déclare la guerre à la Prusse, et ils affirment être les interprètes de la majorité de l'opinion dans leur pays.

Rapprochant ces dispositions des nouvelles que nous recevons de l'armée de la Loire nous dirons aujourd'hui ce que nous n'aurions même pas voulu penser il y a quinze jours. Un de mes amis a visité différents corps de ce qu'en appelle l'armée de la Loire et je regrette vraiment de ne pouvoir vous faire part de tout ce qu'il m'en a rapporté: car je crois que ces renseignements seraient reçus avec joie. Je me contenterai de vous dire: nous avons là une armée, une bonne armée, et la France a raison de compter sur elle. Eh bien, maintenant, que nous croyons être en état de triompher tout seuls de l'envahisseur, nous n'éprouverions plus le moindre scrupule à accepter le concours effectif de l'Angleterre. Nous voudrions qu'une armée anglaise débarquât sur les côtes de Normandie. Dans ce pays si souvent exposé pendant des siècles aux débarquements des anglais, la tradition a entre-tenu des haines héréditaires contre nos voisins. Un dicton populaire prouve combien ce sentiment est vivace. Souvent le paysan normand après son repas, dit d'un air joyeux: « Encore un dîner que les anglais n'auront pas. »

L'occasion de sceller l'alliance des deux peuples ne s'est jamais présentée plus belle; ce ne sont pas des intérêts de familles souveraines qui sont en jeu aujourd'hui, ce sont les intérêts des deux peuples; leur union, ce serait l'alliance des deux races, et même nous pourrions dire à l'Angleterre: Vous ne nous avez pas encore payé la dette contractée à Inkermann, l'échéance est venue. Nous attendons et nous avons confiance dans votre honneur. D'ici à huit jours nous verrons ce qu'aura répondu l'Angleterre.

CH. CAROT.

## Chronique locale & départementale

Encore un appel à la générosité de nos concitoyens. Mais qu'on ne se récrie pas; il s'agit cette fois de soulager les misères locales, uniquement. Et puis, la nouvelle quête qu'on se propose de faire a ce caractère particulier et original: c'est qu'elle sera tout à la fois un bienfait pour ceux qui donneront et pour ceux qui recevront. Aussi, c'est ce qui assure infailliblement son succès.

Il s'agit en effet de débarrasser les propriétaires d'une foule de choses qui doivent le gêner et qui contrarient l'ordre de leurs maisons et de leurs magasins. Nous venons donc leur demander de vouloir bien faire, dans leur demeure et dans leurs établissements industriels, une inspection générale de la cave au grenier. Ils trouveront mille richesses dont ils ne se doutent pas, improductives pour eux et qui, pour les familles pauvres, seront d'un grand prix.

Nous acceptons tout: vieux ustensiles de ménage, vieux meubles, vieilles caisses dont on fera des lits, des couchettes ou du combustible. Nous réclamons les vieilles cordes, les emballages qui serviront à confectionner des couvertures, voire même des édredons. Nous nous montrons surtout amateurs de coupons d'étoffes surannées, démodées; d'échantillons de tout genre; de bobines; d'écheveaux de toute matière filée. Les familles ouvrières, sans travail, pourront mettre ces fils en plusieurs bouts, en faire des tricots et se donner le vêtement, tout en échappant aux ennuis et aux dangers de l'oisiveté. Enfin nous ne refusons rien.

Tous ces objets recueillis seront collectionnés, rangés dans de vastes magasins qu'on a bien voulu mettre à notre disposition. Ils formeront une exposition qui sera loin d'être artistique, sans doute, mais qui aura bien son intérêt. Hier ou sont les jours où l'on pouvait offrir d'autres toiles à la curiosité de nos compatriotes? Mais ces beaux jours reviendront. Ouf! Dieu nous les rendra; surtout si nous savons nous montrer généreux envers les pauvres, nos meilleurs amis.

Le président des Conférences de Saint-Vincent-les-Pins.

A partir de premier jour de la semaine prochaine, des voitures circuleront en ville pour recueillir les objets qu'on aura bien voulu déposer. — Les contributeurs seront soumis d'un mandat revêtu du cachet de la ville.

Le Journal officiel du 23 contient le décret qui nomme les commandants de la garde nationale mobilisée du département du Nord. Voici les noms:

Commandant supérieur, M. Anatole Robin, ancien capitaine d'infanterie de marine.

Lieutenant-colonel commandant la légion de l'arrondissement de Cambrai, M. Gros, ancien capitaine de dragons. — De Douai, M. Alain Chartier, capitaine de la garde nationale sédentaire. — De Dunkerque, M. Marguerit, chef de bataillon de la garde nationale sédentaire. — D'Arras, M. Heylig.

Hier matin, à 11 heures 1/2 un ballon venant de Paris, est tombé près la gare du midi, à Bruxelles.

Cet aérostat était porteur de dépêches. Demain, probablement nous recevrons nos correspondances parisiennes.

Nous devons accueillir avec la plus grande réserve les bruits plus ou moins fondés qui circulent en ville sur le combat livré aux environs d'Amiens, combat auquel ont pris part les mobiles de Roubaix.

Ce qui ressort, pourtant d'une façon certaine, de toutes ces rumeurs, c'est que nos jeunes concitoyens, officiers et soldats, se sont battus avec une héroïque bravoure. Nous ne doutons pas de leurs excellentes dispositions; mais, aujourd'hui, ils ont prouvé les armes à la main, qu'ils sont hommes de cœur.

Comprenons dans le même éloge les mobiles de Tourcoing qui ont montré dans la lutte la même vaillance et le même sang-froid que leurs frères de Roubaix.

La fête de Sainte-Cécile a été célébrée aujourd'hui, comme les années précédentes, par une messe en musique exécutée en l'Eglise Saint-Martin. La Grande-Harmonie y a fait entendre les plus beaux morceaux de son répertoire; il est inutile d'ajouter qu'elle s'est montrée à la hauteur de sa grande réputation. Une quête a été faite au profit des blessés.

UNE ENFANT PATRIOTIQUE. — Une petite fille, âgée de 9 ans, avait été photographiée, il y a quelque temps. L'autre jour, se promenant avec son père, l'enfant voit que son portrait est exposé à la vitrine du photographe, à côté de plusieurs autres photographies représentant le roi Guillaume, de Moltke, de Bismark, etc.

Aussitôt, se dégageant des mains de son père, la petite espigle, entre précipitamment chez l'artiste et lui tient ce langage:

« — J'espère, monsieur, que vous ne laisserez pas plus longtemps mon portrait à côté de ces figures qui représentent les plus grands ennemis de la France. »

Le photographe ne comprenait pas trop.

Sur ce, l'enfant va chercher son portrait, le jette au feu et dit: « Je préfère le brûler que de le laisser au milieu de ces monstres qui ont fait tuer mon frère. »

Le frère de l'enfant, en effet, a été tué à la bataille de Sedan.

Le photographe alors comprit, et le père qui avait suivi sa fille et tout entendu, pressa l'enfant dans ses bras et la remercia en pleurant.

VILLE DE ROUBAIX.

Cours public de chimie.

Lundi 28 novembre à 8 h. 1/4 du soir.

Indigo de Madras, de Java, d'Egypte, de l'île-de-France, du Sénégal, de Guatemala.

Cours public de pyrotechnie.

Mercredi 30 Novembre, à 8 h. 1/4 du soir.

Télégraphe produisant les signaux de Chappé. Télégraphe automatique de M. Siemens. Télégraphe magnéto-électrique. Pile-sans électrolyte.